



Juin 2025

La Jeune Garde Socialiste

ARIZONA

**NO NEED FOR 40°
TO BURN OUR ACHIEVEMENTS**



La Jeune Garde

Sommaire



L'édito	1
Fleur de l'âge fanée	2
Austérité Sociale	4
Réforme du travail	8
Santé	10
Education	12
Logement	16
Ecologie	18
Coût de la vie	20
Démocratie & Transparence	22
Défense & Europe	26
Asile & Migration	28
L'action internationale	32
Fiscalité	36
Paul Magnette	40
L'alternative	42
Sécurité & Justice	44
Sondage	48
Fédération	50



L'édito

Il souffle un vent sec sur la démocratie belge. Un vent venu d'Arizona, mais à la sauce locale. Sous couvert de rétablir l'ordre ou de "moderniser l'État", certaines politiques glissent dangereusement vers l'autoritarisme social, l'obsession sécuritaire et le mépris du vivre-ensemble.

Qu'il s'agisse de la chasse aux allocataires sociaux, de la criminalisation de la migration ou de la stigmatisation systématique de certaines communautés, on assiste à un durcissement idéologique aux relents trumpistes. La solidarité est réduite à une variable d'ajustement. La jeunesse, les artistes, les associations : tous deviennent suspects s'ils ne rentrent pas dans le moule "productive et silencieuse".

Ce n'est plus une gestion. C'est une croisade conservatrice.

Le plus inquiétant ? C'est que cette politique avance masquée, avec des mots creux comme "efficacité", "mérite" ou "responsabilisation". Pendant ce temps, on coupe dans les droits, on piétine les contre-pouvoirs, et on alimente un climat de peur.

L'Arizona belge est peut-être en marche, mais ce n'est pas celle du progrès. C'est celle d'un retour en arrière maquillé en rigueur. Et il est grand temps de tirer la sonnette d'alarme.

Tanguy Colson Delporte





Fleur de l'âge fanée

On n'est pas sérieux quand on a dix-sept ans, n'est-ce pas. C'est l'âge des premiers baisers, des facéties vêtues d'innocence et des rêves déraisonnables. Et qu'en est-il de nos quinze ans... sommes-nous à même de trimer jusqu'à l'épuisement, d'être garrottés par les cordes du profit qui, sans l'once d'un remords, nous étoufferons pour quelques deniers ?

Youssef regardait l'avenir comme on regarde un ciel étoilé, avec espoir et détermination. Il se disait, qu'un jour, lui aussi apprendrait à lire les astres, après avoir étudié l'astrophysique. Un rêveur comme on voit beaucoup dans les cours de récréation. Rien d'inhabituel jusqu'ici me direz-vous.

Un jour, guidé par une fringale passagère, il pénétra entre les murs d'un fast-food, timide et impatient d'en découdre avec ces délicieuses promesses culinaires. La quinzaine à peine atteinte, il se sentait nabab avec son argent de poche tout fraîchement cueilli. Derrière le comptoir, un homme à l'œil égoïste et calculateur épiait les visiteurs, à la recherche d'une main d'œuvre bon marché. Après avoir pris sa commande, il lui proposa de visiter les cuisines. Youssef, étonné par cette générosité toute spontanée, observa les coulisses d'un paradis inattendu. Il se disait que ces morceaux de pain, ces bouts de viande et ces salades avaient de quoi faire saliver tout un village. Le manager, ravi de refermer le piège sur le mioche, avait bien ficelé sa stratégie.

Youssef accepta de travailler le weekend suivant dans ce fast-food. Pour tester... Pourquoi pas... se disait-il, cela pourrait l'aider à financer ses futures études. Père et mère n'ayant pas eu la chance de naître au bon étage de la société. Youssef n'avait pas les attraits d'un bourgeois. Le sort était contre lui, et là, subitement, il venait de lui tendre une corde... une corde avec laquelle, il l'ignorait encore, son destin allait se pendre.

Avec ses parents, le petit garçon vivait dans un quartier populaire au nord de la capitale. Cet emploi fut présenté à la famille comme une aubaine, un cadeau du mektoub. Mais très vite, les week-ends se transformèrent en semaines, les semaines en mois et les mois l'écrasèrent sans crier gare. L'argent rentrait, certes, toutefois, son dos se cambrait et le temps, toujours en mouvement évidemment, lui filait entre les doigts. Éreinté, harassé par les horaires imposés, il voyait son rêve d'astrophysicien s'évanouir dans les nuages du désespoir. Lorsqu'il rentrait, la seule activité consistait à poser sa nuque sur l'oreiller pour fermer les paupières. Youssef avait accepté un job à quinze ans. Aujourd'hui, il en a vingt et son champ des possibles est devenu un champ de ruines.

Voilà. C'est ce qu'ils appellent un progrès... l'extension du travail étudiant dès l'âge de quinze ans. On n'est pas sérieux quand on est au gouvernement... mais le caillou n'a pas fini de rouler. Tendez l'oreille à la brièveté des contrats, à la suppression de l'obligation d'embauche pour les jeunes dans les grandes entreprises, et à la dérégulation des horaires de travail, y compris le travail de nuit et le dimanche. Entre le ciel étoilé et les yeux de Youssef, l'état vient de mettre un plafond décoloré et maussade. Sa destinée se noie dans la friture...

Dans les boulevards de la capitale, Inès et ses copines rayonnent de bonheur. Elles viennent d'être diplômées. Enfin ! Après cinq années d'un labeur épuisant, elles ont décroché ce bout de papier tant désiré. Mais hélas, Inès a sous-estimé le côté repoussant de son patronyme... sur le marché de l'emploi. El Mokatem, disons-le tout de suite, ça ne sonne pas glamour. Alors Inès, sociologue et amoureuse de Proust, s'inscrit, le cœur lourd et l'œil humide, au chômage, car il faut bien payer les factures. Mais la conseillère d'orientation désorientée lui indique que ses allocations n'atterriront sur son compte que d'ici quelques mois... et pour une année seulement. La faute aux nouvelles mesures gouvernementales. Inès vient de rencontrer le visage de l'anxiété. Inès se sent désarmée et délaissée par une société qu'elle mourrait d'envie pourtant d'analyser. Inès n'est pas la seule... à s'être égratigné le pied sur les cailloux du gouvernement fédéral.

Et j'aimerais tant vous dire que Youssef et Inès se sont croisés par hasard, dans le hall d'un cinéma bondé, que leur regard se sont enlacés timidement, qu'ils se sont écrits des lettres passionnées et que leur histoire galope vers les prairies du mariage. Mais ce serait un vulgaire mensonge de romancier, à l'affût de lecteurs et de lectrices. La vérité c'est que ces deux jeunes âmes souffrent en silence, que leur santé mentale s'écrase sur le mur de la réalité et que leur famille respective ignore totalement la nature de leurs pensées nuageuses et tragiques. Car tout le monde se fout de ce qu'ils peuvent penser... pourquoi ? Car la jeunesse est censée être vigoureuse, pleine de vie et sans amertume. Les clichés ont pignon sur rue près du seize rue de la loi. Coupons dans les budgets, anéantissons les projets d'avenir et puis, on pérorera sur le bien-fondé de nos politiques publiques. Les comptes sont assénées, les riches rassérénés et la jeunesse asséchée. Et puis c'est tout.



Maroan Abdallah
Jeune Socialiste de Bruxelles.



Vers une austérité qui frappe durement la Jeunesse.

Les différents gouvernements – Fédéral, Wallon, Fédération Wallonie-Bruxelles – s’apprêtent à imposer une nouvelle cure d’austérité. Derrière les discours sur la rigueur budgétaire et le « bon sens économique », une réalité bien plus brutale se dessine: ce sont les jeunes qui paient le prix fort.

Damien Pieret
Ancien Jeunes Socialistes



L’austérité, concrètement, c’est quoi? L’austérité, c’est le choix politique de réduire les dépenses publiques pour « maîtriser la dette ». Mais ce choix a des conséquences très concrètes: moins de moyens pour l’enseignement, les soins de santé, les aides à l’emploi, les politiques de jeunesse ou encore la culture. En clair, ce sont les services publics essentiels à la construction d’un avenir digne qui sont affaiblis. Et les premières victimes de cette logique comptable, ce sont les jeunes.

Des droits restreints, une précarité renforcée.

Entrer dans la vie active devient un parcours d’obstacles : Jusqu’à récemment, les allocations d’insertion permettaient aux jeunes qui sortaient des études de bénéficier d’un minimum de revenus le temps de trouver un emploi. Ce dispositif a été sévèrement réduit: désormais, ces allocations sont limitées à un an (au lieu de trois auparavant), après un stage d’attente de 156 jours. Cette mesure, loin de soutenir l’émancipation des jeunes, les pousse à accepter n’importe quel job, souvent précaire, mal rémunéré, et éloigné de leurs aspirations.

Même les allocations de chômage sont désormais plafonnées dans le temps. Après deux ans, si vous n’avez pas trouvé un emploi stable, vous êtes coupé du système. Une logique d’exclusion, au lieu d’un accompagnement.

Qui plus est, les CPAS qui viendront en aide aux jeunes exclus du chômage n’ont pas les moyens humains pour suivre de manière efficace ce nouveau public

Moins de soutien pour se former : Dans le même temps, les centres d'insertion socioprofessionnelle – qui proposent des formations de qualité à celles et ceux qui veulent apprendre un métier, se réorienter ou rebondir – voient leurs budgets réduits. Ces structures, pourtant essentielles pour beaucoup de jeunes en recherche de sens et de compétences, sont sacrifiées au nom de la rentabilité.

Flexibilité imposée, salaires bloqués : Le marché du travail n'offre pas de refuge. Au contraire: la loi de 1996 sur la norme salariale, renforcée en 2017, empêche toute augmentation salariale significative, même lorsque l'économie va bien. Résultat: les jeunes qui commencent leur carrière avec des salaires bas restent bloqués à ce niveau pendant des années.

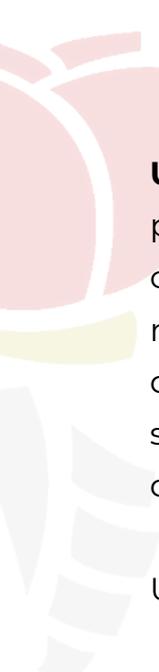
D'autres mesures aggravent encore cette précarité: la suppression des primes de nuit entre 20h et minuit prive des centaines de jeunes travailleurs – en particulier dans la logistique, la distribution ou l'horeca – de revenus indispensables.

Le gouvernement veut aussi généraliser les CDI intérimaires, un contrat qui sonne stable, mais qui reste une forme d'emploi précaire. S'ajoute à cela un système permettant d'imposer 360 heures supplémentaires par an, dont 240 sans aucun droit social (pas de cotisation pension, pas de congés payés). Autrement dit, plus de travail, mais moins de droits.

Étudier... ou survivre ?

Autre réforme emblématique: le passage du plafond de 475 à 650 heures pour le travail étudiant, avec une baisse de l'âge minimal pour travailler à 15 ans. Sur le papier, cela permet aux jeunes de gagner un peu plus. En réalité, cela institutionnalise la précarité.

Travailler pour financer ses études devient de plus en plus incontournable. Mais cela nuit aux résultats scolaires, renforce les inégalités entre étudiant·es et pèse sur la santé mentale. Plutôt que de garantir un enseignement supérieur réellement accessible, le gouvernement pousse les jeunes à se transformer en main-d'œuvre bon marché pour les entreprises.



Une jeunesse déjà pénalisée... pour sa future pension : Les réformes des pensions annoncées visent les jeunes avant même qu'ils aient commencé à cotiser. Le malus pension, les conditions de carrière allongées et l'absence de reconnaissance des années d'études dans le calcul de la pension annoncent des retraites plus tardives, plus basses, plus incertaines. Une solidarité inversée se dessine: les jeunes devront peut-être soutenir leurs parents à l'avenir, faute de filet collectif.

Un autre choix est possible

Cette politique d'austérité n'est pas une fatalité. D'autres voies existent :

- Investir massivement dans les services publics: éducation, santé, formation, logement, mobilité.
- Renforcer la protection sociale, pour que chacun·e puisse traverser les périodes de transition sans tomber dans la précarité.
- Financer la transition écologique, qui peut créer des emplois utiles, durables et porteurs de sens.
- Taxer les grandes fortunes et les revenus du capital, qui continuent de croître même en période de crise, afin de dégager les moyens nécessaires pour une société plus juste. Le MR ne soutient pas ce principe fondamental comme l'a encore clamé David Clarvinal sur Matin Première.

Les jeunes ne veulent pas d'un avenir au rabais : Instabilité, flexibilité, précarité: ce n'est pas cela que la jeunesse réclame. Ce que les jeunes veulent, c'est du temps pour vivre, pour apprendre, pour aimer, pour construire leur avenir. Un emploi de qualité, un enseignement accessible, une société qui prend soin, qui respecte, qui soutient.

Ces choix politiques ne sont pas neutres. Ils sont le fruit d'une vision idéologique du monde. Mais ils peuvent être combattus, remis en cause, renversés. À condition que **les jeunes fassent entendre leur voix, revendiquent leurs droits, et imposent leurs propres alternatives.**



LA JEUNESSE
MERITE MIEUX
QU'UN SERVICE
AU RABAIS!

VOTRE ARIZONA
OU LE PÈRE
DANS UN VESTRAVE
PAS DANS NOTRE
FUTUR

TRAVAILLEZ
JEUNES
EN CO

LA JEUNESSE
EMMERDE
L'ARIZONA



Le socialisme
c'est NOUS!

Le socialisme
c'est NOUS!

EDD



L'Arizona à l'assaut des jeunes travailleur·euses

Dans le *Panos* d'une gare en Belgique, une étudiante lutte pour payer ses études. Elle s'adresse machinalement aux client·es, prépare leurs maxi-couques au double chocolat et nettoie les surfaces recouvertes par du café latte encore tiède. Son parcours est semblable à celui de milliers d'étudiant·es jobistes, piégé·es par un système taillé sur mesure pour les entreprises. Un système qui leur permet de travailler pour un salaire moins élevé, mais qui ne leur permet de bénéficier de la sécurité sociale. En plus de leurs cours, iels suivent l'école de la précarité, du travail et de l'obéissance à leur patron.

La première mesure de l'Arizona

Décembre 2024, les Jeunes FGTB sont sollicités pour remettre un avis sur deux propositions de loi. La première, déposée par Vincent Van Quickenborne de l'Open Vld, propose d'abolir le quota d'heures applicable au statut d'étudiant jobiste. La seconde, déposée par Florence Reuter du MR et Axel Ronse de la NVA, propose de sanctuariser le quota de 600 heures annuelles. Les deux textes entendent élargir les périodes de travail sous cotisations réduites. L'avis remis par les Jeunes FGTB est clair : l'ensemble des motifs exposés dans les propositions de loi sont faux. Si les étudiant·es ont effectivement besoin d'argent pour payer leurs études, iels ont surtout besoin d'une revalorisation des bourses d'étude et d'un accès propre à la sécurité sociale.

Ce que les partis de l'Arizona font mine de ne pas entendre. Au cours des débats, Isabelle Hansez des Engagés affirme que les jobs étudiants sont avant tout une belle expérience de vie. Le fait de travailler pendant ses études permettrait d'acquérir de sérieuses compétences et de découvrir le monde l'entreprise. Il est bien vrai qu'être jobiste peut potentiellement ouvrir les portes du Parlement. Il est probable qu'un stagiaire des Jeunes MR, qui étudie le marketing, prenne en vidéo les dix minutes de présence de Georges-Louis Bouchez au Parlement. Ce qui a été rendu possible par le fait qu'une étudiante en sciences politique a aspiré la moquette de l'hémicycle tôt le matin, dans le cadre de son job pour une société de nettoyage.

Mais ce n'est pas tout. Florence Reuter retourne les critiques de l'opposition en affirmant que personne n'oblige les étudiant·es à travailler 650 heures en plus de leurs études. De toute façon la députée fédérale, membre de la commission sociale, affirme que ce n'est pas son rôle de débattre de ce que les travailleur·euses font de leur argent. L'Arizona a au moins le mérite d'être honnête sur un point : la pauvreté n'est pas un sujet qui sera traité par leur majorité. Si la pauvreté n'est pas un sujet digne d'intérêt, la santé mentale des étudiant·es ne l'est pas non plus. L'Arizona propose aux étudiant·es des semaines où iels doivent travailler 11 heures en plus de leur cursus d'étude, qui correspond déjà à au moins 40 heures de travail par semaine. En d'autres termes, les étudiant·es sont invité·es à travailler plus de 50 heures par semaine avant même de commencer leur carrière. Dans ces conditions, il ne sera pas étonnant d'observer une hausse des burnouts des travailleur·euses de moins de 30 ans.

La police veille

Pour que les jeunes travailleur·euses restent productif·ives et ne contestent pas leurs conditions de travail, il est nécessaire de les discipliner. Il faut leur apprendre dès le plus jeune âge que la société est dure et ne leur fera pas de cadeau.

Le gouvernement a prévu la création de brigades de jeunesse dans les grandes villes. L'objectif est de détecter et de sanctionner la criminalité juvénile. Cette initiative est présentée comme un moyen de renforcer la sécurité publique en ciblant les « jeunes à risque ». Ce qui est la manière polie de désigner les jeunes issu·es des quartiers populaires et de l'immigration.

Ces brigades travailleront en étroite collaboration avec les écoles, les services sociaux et les familles pour assurer un suivi personnalisé des jeunes concernés. Ce qui implique pour les enseignant·es et les assistant·es sociaux·ales de perdre le statut de personne de confiance aux yeux des jeunes.

S'il est évidemment important d'encourager les jeunes à poursuivre leurs études et de lutter contre l'absentéisme scolaire, la répression est la pire réponse que l'on peut apporter à ces jeunes. Les sanctions financières prévues contre les parents vont davantage fragiliser les familles concernées. Ce qui est aujourd'hui prévu n'est qu'une politique répressive à l'égard des plus pauvres. Rien n'est fait pour permettre aux jeunes d'aspirer à un avenir meilleur, seule l'obéissance à l'ordre compte.

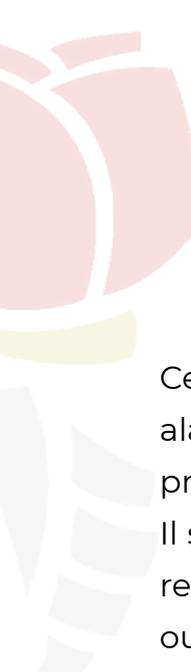
Pour une rentrée en action

De nombreuses autres mesures s'attaquent aux droits des jeunes travailleur·euses. La limitation des allocations de chômage dans le temps ne nous garantira plus de protection contre la perte d'emploi, la réforme du travail de nuit concernera les nouveaux contrats et le gouvernement se réserve le droit de réformer l'indexation automatique des salaires après 2026.

Il est plus important que jamais de rester mobilisé·es et de ne pas relâcher notre attention face aux horreurs que prépare ce gouvernement. Celui-ci lutte contre les pauvres plutôt que la pauvreté. Rien n'est prévu pour créer des emplois et les libéraux comptent sur leurs recettes qui n'ont jamais fonctionné. Enfermés dans leur pensée magique, ils imaginent que baisser les impôts des entreprises les encouragera à embaucher du personnel ; ce qui n'est jamais arrivé dans l'histoire économique.

Julien Scharpé
Jeunes FGTB





Santé mentale des jeunes : l'autre crise silencieuse

Ces dernières années, la santé mentale des jeunes s'est détériorée à une vitesse alarmante. Depuis la crise du Covid-19, l'Unicef a observé une forte hausse des problèmes de santé mentale chez les enfants et les adolescents dans le monde. Il s'agit d'une problématique qui va à l'encontre de l'article 24 de la Convention relative aux droits de l'enfant, ratifiée par près de 200 pays : dépression, burn-out, stress scolaire, troubles alimentaires, anxiété, ou encore automutilation constituent des signaux d'alarme qui se multiplient. La crise du Covid-19 a certes aggravé la situation, mais le mal est plus profond, il est structurel et le gouvernement Arizona peine à y répondre efficacement.

Dans notre pays, 16,3% des enfants et jeunes entre 10 et 19 ans en Belgique souffrent d'un problème de santé mentale diagnostiqué selon la définition de l'OMS. Les réseaux sociaux, la pression scolaire, l'insécurité économique, l'urgence climatique ou encore les inégalités sociales et l'absence d'écoute dans les institutions aggravent ce climat anxigène. Le tabou autour de la santé mentale chez les jeunes n'a pas disparu, il est déplacé : on parle de burn-out à 22 ans sans solution concrète. Selon une enquête menée par Solidaritis auprès de 822 adultes francophones en juillet 2024, 44% de la population déclarait avoir un besoin en santé mentale, mais seulement 15,9% ont reçu des soins psychologiques. Et la prise en charge reste fortement inégale : l'accès est beaucoup plus limité en zones rurales.

Côté gouvernement, des initiatives existent : depuis 2021, certaines consultations psychologiques sont partiellement remboursées. Des plateformes comme "psyhelp.be" ou "bienétudiant.be" offrent un soutien en ligne. Mais ces outils restent largement insuffisants. Les délais pour obtenir un rendez-vous avec un psy sont parfois de plusieurs mois, le coût reste un frein énorme, surtout pour les jeunes précaires. Et dans de nombreuses écoles, il n'existe même pas de service d'écoute et de prévention.

Les psychologues tirent la sonnette d'alarme : sans revalorisation de leur métier et sans investissement massif, rien ne changera. Le mal-être devient chronique, les urgences psychiatriques débordent et les tentatives de suicide chez les jeunes continuent d'augmenter.

Face à cela, des collectifs jeunes s'organisent : ils créent des lignes d'écoute, des groupes de parole, des campagnes de sensibilisation sur TikTok ou encore Instagram. Ils réclament une politique de santé mentale gratuite, accessible et centrée sur la prévention.

Investir dans la santé mentale des jeunes, ce n'est pas une dépense : c'est une urgence sociale. En effet, ce sont souvent les jeunes les plus pauvres, racisés, LGBTQIA+ ou issus de l'aide à la jeunesse qui sont les plus touchés et les moins pris en charge. L'école pourrait être un rempart, un lieu de repérage et de soutien. Pourtant, le personnel éducatif n'est ni formé ni suffisamment outillé pour faire face à la détresse psychologique des élèves. Intégrer la santé mentale dans les programmes scolaires, former les enseignants, et renforcer les PMS : voilà des mesures simples, concrètes, mais toujours absentes des priorités politiques.

“Aller-retour en HP (Hôpital Psychiatrique). Scarification. Trois tentatives de suicide ratées.” Sandy, 23 ans, résume en une phrase une spirale infernale que vivent des milliers de jeunes aujourd'hui, dans le silence. Laura, hospitalisée à Bruxelles, ajoute : “Quand on va mal à nos âges, les adultes se disent que c'est l'adolescence, que ça va passer.”

Ces témoignages ne sont pas isolés. Ils disent tout d'un système qui dépolitise la souffrance des jeunes et les renvoie à leur responsabilité individuelle, comme si leur mal-être était un caprice ou un simple “manque de résilience”.

Maëlys Hennaux
Chargée de Projets & de
Communication



☎ Numéros d'aide généraux pour les jeunes

PsyForYou

Plateforme d'accompagnement psychologique pour les jeunes
www.psyforyou.be

Un pass dans l'impasse

Prévention du suicide – aussi pour les jeunes
☎ 0800 32 123 (24h/24, gratuit)
www.unsassdansl'impasse.be

Centre de Prévention du Suicide

Ligne d'écoute 24/7
☎ 0800 32 123
www.preventionsuicide.be

Écoute-Enfants

Gratuit, anonyme, pour les jeunes jusqu'à 18 ans
☎ 103

Jeunes LGBTQIA+

Genres Pluriels

Soutien pour personnes trans & non-binaires
www.genrespluriels.be

Infor Jeunes + Çavaria + RainbowHouse

Orientation, info & soutien psychologique
www.cavaria.be / www.rainbowhouse.be

L'enseignement qualifiant dans le viseur du gouvernement : une jeunesse sacrifiée ?

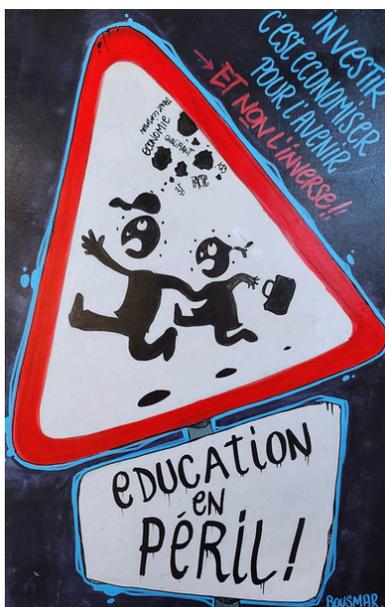
Depuis le début de leur coalition, le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles n'a cessé de prendre pour cible l'enseignement qualifiant et, plus largement, l'éducation en général. Sous prétexte de réformes fiscales et de rationalisation budgétaire, c'est un pan essentiel de la formation des jeunes qui se voit fragilisé.

Léana Panarisi
Jeune Socialiste de Verviers



Parmi les mesures annoncées dans la nouvelle feuille de route gouvernementale, plusieurs inquiètent particulièrement les acteurs de l'enseignement et les familles :

- Des coupes budgétaires qui impactent directement les ressources des écoles qualifiantes.
- L'interdiction pour les élèves ayant obtenu leur CESS de poursuivre une 7e année technique ou professionnelle, pourtant souvent essentielle à leur insertion dans le monde du travail.
- La fin des études en 4e technique pour les élèves de 18 ans, qui seraient automatiquement redirigés vers des centres IFPAME ou CEFA, sans égard pour leur parcours, leurs choix ou les difficultés qu'ils rencontrent.



Ces décisions ont provoqué une vague d'indignation dans toute la Fédération. **Plusieurs manifestations** ont eu lieu ces dernières semaines réunissant élèves, enseignants, parents et syndicats dans les rues pour dénoncer ces réformes jugées injustes et déconnectées du terrain. Le ras-le-bol grandit face à des décisions prises sans concertation, au mépris de l'impact humain.



En plus de ces réformes structurelles, certaines options locales vont tout simplement être supprimées, au motif qu'elles existeraient déjà "à 10 kilomètres à vol d'oiseau". Une logique froide et technocratique qui ignore les réalités de terrain.

Les élèves en horticulture de Mons, par exemple, seront contraints de poursuivre leur formation à La Reid, à des dizaines de kilomètres, rendant leur scolarité bien plus difficile, voire impossible pour certains.

Et ce n'est pas seulement l'enseignement secondaire qui est concerné. **L'enseignement primaire subit lui aussi des restrictions budgétaires,** avec des réductions de moyens, des suppressions de périodes d'accompagnement, et des effectifs de plus en plus lourds dans les classes

Comment offrir un apprentissage de qualité quand les enseignants doivent gérer des classes surchargées avec des moyens toujours plus limités ? C'est dès le plus jeune âge que l'on compromet les chances de réussite des élèves.

Ces solutions ne sont **ni normales, ni acceptables.** On ne peut pas prétendre construire un avenir solide en économisant sur le dos des jeunes. D'autres choix sont possibles : il existe mille manières de rationaliser un budget sans sacrifier ceux qui portent l'avenir. Investir dans l'éducation, c'est investir dans la société. Derrière les chiffres et les économies annoncées, ce sont des parcours, des vocations et des rêves que l'on brise. L'enseignement mérite mieux que des décisions prises sans dialogue, sans respect pour celles et ceux qu'il forme au quotidien.



🔥 Les jeunes étaient au rendez-vous du 1er mai !

Dans toutes les fédérations, la Jeune Garde a fait entendre sa voix 🖐️
Présents, engagés et déterminés à défendre nos droits, notre avenir et nos luttes !



Liège



Huy-Waremme



Wallonie-Picarde



Namur



Centre



Namur



Charleroi



Mons-Borinage



Brabant-Wallon



Verviers



Le logement décent est un droit, pas un privilège.

Nawal Ben Hamou “ **Ministre du Logement, égalité des chances et sport** ”

Les réformes annoncées par le gouvernement Arizona, et en particulier la décision brutale de limiter les allocations de chômage, auront des répercussions directes sur la situation financière de milliers de familles. Et quels sont les premiers biens impactés lors d'une soudaine baisse de revenus ? La santé et le logement, éléments pourtant essentiels au bien-être de chacun·e ; malheureusement cette réalité maintes fois documentée ne semble pas entrer en ligne de compte pour le gouvernement en place, par ignorance ou par mépris des conditions de vie des classes populaires.

Il ne fait aucun doute que l'engrenage enclenché conduira les chômeurs droit vers les CPAS qui, insuffisamment financés, s'appêtent à gravement souffrir des milliers de nouvelles prises en charge financières. Pire, leurs services déjà trop souvent débordés devront assumer une charge de travail supplémentaire en cherchant des solutions de relogement pour les ménages qui auront dû quitter leur habitation devenue trop chère du jour au lendemain.

Les demandes d'accompagnement vont donc exploser très rapidement, avec un impact négatif tant sur les équipes des CPAS que sur tout le maillage associatif. Et si nous avons tout fait pour refinancer les AIPL (Associations œuvrant à l'Insertion Par le Logement) et les PCS (Projets de Cohésion sociale), on peut d'ores et déjà prévoir que cela ne sera pas suffisant face au raz-de-marée qui s'annonce.

Pire encore : si les effets pervers des réformes en cours pèseront lourd sur les finances des CPAS et donc des communes, il est à prévoir qu'elles toucheront également celles de la Région bruxelloise, puisque l'on peut s'attendre à une hausse nette des demandes d'allocations loyer, ce mécanisme qui permet aux ménages de bénéficier d'une aide financière mensuelle, dans l'attente de l'attribution d'un logement social. Lors de ma prise de fonction, le nombre de bénéficiaires de l'allocation loyer était de 400, et nous en comptons aujourd'hui plus de 11.000.

Dans un souci de protéger les plus faibles, nous avons veillé à ce que ce mécanisme puisse venir soulager le budget de ménages qui en ont le plus besoin, et c'est la raison pour laquelle près d'un tiers des bénéficiaires de cette allocation est destiné à des familles monoparentales.

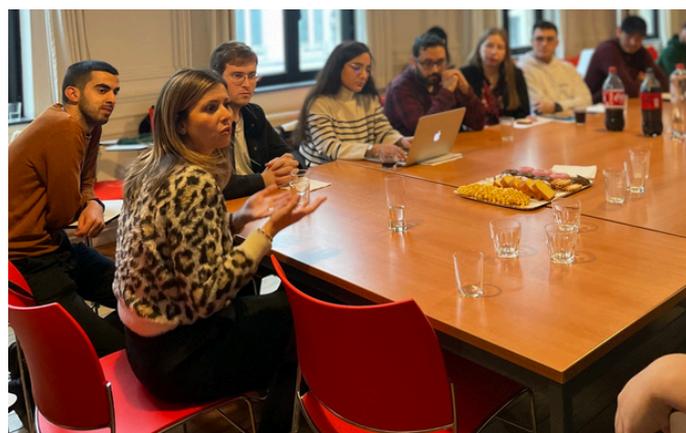
Jusqu'où ce total s'envolera-t-il une fois les mesures antisociales de la droite mises à exécution ? C'est encore difficile à évaluer, mais nul doute que le résultat grèvera lourdement les finances d'une Région qui n'avait certainement pas besoin d'un supplément de charges – mais ça non plus ne semble pas émouvoir l'Arizona, qui s'est fait une spécialité de faire peser sur les autres niveaux de pouvoir les conséquences de ses propres décisions.

Parmi les autres retombées qui sont hélas à prévoir, on peut encore pointer une augmentation significative des demandes d'expulsions, et toute les implications dramatiques qu'une telle situation entraîne pour les familles. Parce qu'il faut bien le rappeler : une expulsion est toujours un échec. Un triple échec : pour le locataire qui perd son logement, pour le propriétaire qui doit supporter la charge financière d'expulser un ménage, pour le service public qui devra prendre en charge les coûts du relogement.

Alors même si j'ai réussi à revoir la législation en la matière, à essayer d'en humaniser les procédures, en interdisant les expulsions en hiver, en renforçant l'accompagnement et en allongeant les délais, cela n'empêchera pas une multiplication des cas et on ne peut que le déplorer.

Lors de la réforme du Code du Logement bruxellois, j'ai mis un point d'honneur à remettre au centre des débats le droit au logement décent – parce que oui, n'en déplaise à la droite, l'accès à un logement décent est un droit fondamental inscrit dans la Constitution, pas un privilège réservé aux nantis.

Or, la situation dans de nombreuses villes du pays mettent à mal la concrétisation de ce droit et les réformes annoncées ne feront qu'aggraver cet état de fait. Les garde-fous mis en place au cours des précédentes législatures ne suffiront pas à éviter le bain de sang social qui s'annonce, d'autant que la droite a plusieurs fois exprimé son intention de les détricoter. C'est évidemment tout le contraire qu'il faudrait faire, et à l'inverse maintenir, voire renforcer tous les mécanismes qui permettent au public précarisé de garder sa tête hors de l'eau ; à commencer par l'encadrement des loyers, qui dans le contexte actuel, n'est plus une option mais une nécessité.



Pour une transition écologique radicale face à la pollution militaire

L'urgence écologique est plus pressante que jamais. Pourtant, tandis que les gouvernements multiplient les discours sur la "neutralité carbone" et les "petits gestes pour la planète", un acteur majeur de la catastrophe environnementale continue d'échapper à tout contrôle : l'industrie militaire. Comme le révèle un rapport du CNAPD, les activités militaires sont une source colossale de pollution, souvent ignorée dans les débats climatiques.

Face à ce constat, l'écosocialisme se présente comme la seule alternative cohérente, liant justice sociale et écologie, et exigeant le démantèlement d'un système qui sacrifie notre avenir au profit des logiques de guerre et du capitalisme vert.

Giulia Contes
Jeune Socialiste Bruxelles.



L'armée, un pollueur hors contrôle

Le rapport du CNAPD met en lumière des chiffres édifiants :

- Les forces armées sont parmi les plus gros consommateurs d'énergies fossiles au monde.
- Les exercices militaires, les guerres et la production d'armements détruisent les écosystèmes et contaminent les sols pour des décennies.
- L'empreinte carbone des armées est systématiquement sous-estimée, car les États exemptent souvent le secteur de leurs rapports environnementaux (comme lors des accords de Paris).

Cette pollution n'est pas une fatalité, mais le résultat de choix politiques : la course aux armements, l'impérialisme et la privatisation des ressources naturelles alimentent un cycle destructeur. Pendant que l'on culpabilise les citoyen·ne·s pour leur consommation individuelle, les budgets militaires explosent (y compris en Europe), accélérant la crise climatique.

L'écocosocialisme, une réponse radicale

L'écocosocialisme propose de rompre avec cette logique mortifère en posant deux principes :

1. **Désarmer pour sauver le climat** : Réallouer les budgets militaires vers la transition écologique et sociale (transports publics, énergies renouvelables, santé). La "défense" ne doit plus signifier la destruction de notre environnement, mais la protection des communs.

2. **Socialiser l'économie pour une justice climatique** : La planification démocratique doit remplacer les intérêts privés et militaro-industriels. Contrôler les secteurs polluants (énergie, transport) et les soumettre aux besoins sociaux et écologiques.

Agir maintenant : notre mobilisation

Les Jeunes Socialistes revendiquent :

- **La transparence totale** sur l'impact environnemental des activités militaires.
- **Une réduction drastique des budgets armement** au profit des services publics écologiques.
- **Un internationalisme anticapitaliste** : les guerres et le militarisme aggravent les inégalités climatiques. La solidarité entre peuples est notre meilleure arme. Le capitalisme vert et les fausses solutions technocratiques ne suffiront pas. Seule une rupture écocosocialiste, qui lie lutte des classes et écologie, peut répondre à l'urgence. Comme l'écrit le CNAPD, "la paix et l'écologie sont indissociables". À nous de faire converger les combats !

Rejoignez-nous pour construire un avenir juste et soutenable – avant qu'il ne soit trop tard.

🔗 Source : CNAPD – La pollution de l'activité militaire

✳️ **OMNIBUS** : la dernière trahison du capitalisme délirant. Derrière un nom anodin se cache une bombe sociale et écologique. Dans une enquête brûlante, Giulia Contes démonte les rouages d'un projet européen qui, sous prétexte de simplification, démantèle les protections environnementales et sociales au profit des lobbies. Un article essentiel pour comprendre comment l'Europe sacrifie l'avenir sur l'autel du profit. **À lire d'urgence.**



Scan me

Le panier de la ménagère en 2025 : Qui peut encore survivre ?

Pain, œuf, pommes de terre : ces produits de base coûtent aujourd'hui bien plus cher qu'il y a un an. Pendant ce temps, les salaires stagnent, les loyers explosent et les factures d'énergie continuent de hanter les foyers. En 2025, vivre dignement devient un luxe. Et pourtant, le gouvernement fédéral reste sourd à la détresse des ménages. Dans une société où l'écart se creuse chaque jour entre ceux qui peinent à boucler les fins de mois et ceux qui n'ont jamais dû choisir entre se chauffer ou manger, la question est simple : **Combien faut-il pour vivre dignement en Belgique en 2025 ?**

Il n'existe pas de chiffre du bonheur, ni de seuil magique. Mais les statistiques révèlent une réalité économique difficile à ignorer : selon Statbel, il faut environ 40.200€ par an, soit **3.500€ par mois, pour couvrir les dépenses nécessaires à une vie décente dans notre pays**. Cela inclut le logement, l'alimentation, l'énergie, les transports, les vêtements, les soins de santé et les biens ménagers.

Mais qui peut se le permettre ? Pas les plus fragiles. Toujours selon Statbel, les 25% les moins riches de la population belge n'atteignaient que 26.200€ de dépenses annuelles en 2022. A l'inverse, les 25% les plus aisés affichent des dépenses deux fois plus élevées. L'écart est vertigineux, et il ne cesse de se creuser.*

Mais en parallèle, les prix des produits alimentaires ont flambé : en deux ans, les pâtes ont augmenté de plus de 20%, le beurre de près de 30%, les légumes frais de 15%, selon les relevés de l'observatoire des prix. Et ce sont les ménages les plus modestes, dont le budget alimentaire représente une part bien plus importante, qui en subissent les plus violemment les conséquences.

En 2024, le gouvernement fédéral a décidé de faire passer la TVA sur de nombreux produits de première nécessité de 6% à 9%. Une mesure soi-disant "nécessaire pour équilibrer le budget", mais qui revient à alourdir la facture des ménages sur leurs achats les plus basiques. Cette hausse concerne les produits d'entretien, certains articles de soin et d'hygiène et des biens de consommation du quotidien, qui pour beaucoup de familles, sont incompressibles.

*VAN LINT Jean-Laurent, Quelle sommes- faudra-t-il pour bien vivre en 2025 ?, Moustique, 2025.

Sur le ticket de caisse, la différence peut sembler minime. Mais une année entière, ce sont des centaines d'euros de plus, et surtout une charge supplémentaire pour les ménages les plus précaires, qui consacrent déjà une part importante de leur budget à ces produits. Selon la RTBF, la réforme attendue de la TVA aurait pu entraîner une perte d'environ 1 milliard d'euros de consommation en Belgique, avec un impact significatif sur le quotidien des ménages.

Encore une fois, c'est un choix politique : faire payer les citoyens à la place des grandes fortunes. Une TVA plus élevée sur des biens essentiels, c'est un impôt déguisé. Qui a voté pour ? Roulement de tambour : Les partis de la coalition Arizona (N-VA, MR, Open VLD, CD&V, Les engagés, Vooruit) ont soutenu cette réforme.

Mais tout le monde n'a pas voté pour. Le PS s'est opposé à cette mesure, la jugeant profondément antisociale. A contre-courant du gouvernement Arizona, il a plaidé pour une TVA à 0% sur les produits de première nécessité, comme l'alimentation, les protections hygiéniques ou les médicaments " On ne taxe pas la dignité" disait Karine Lalieux en avril 2024.

Ce débat est au cœur de la question du coût de la vie. D'un côté, une coalition qui fait porter l'effort fiscal sur les ménages. De l'autre, une proposition de gauche qui reconnaît que la TVA est l'impôt le plus injuste, car il frappe lourdement les plus pauvres.

Maëlys Hennaux
Chargée de Projets & de
Communication



 Ce que ça coûte vraiment ????

✦ Passer de 6 % à 9 % de TVA, ça veut dire quoi ?

Sur **100 € de produits touchés** par la mesure, ce sont **2,83 € de plus à chaque achat.**

Sur une année, pour un foyer qui dépense 300€ par mois en produits ménagers, hygiène, petit électro, ça représente **+100 € à 120 € de surcoût par an.**



Démocratie et transparence : Où est passée la voix des citoyens ?

Aujourd'hui, notre démocratie ressemble de plus en plus à un jeu où les règles sont dictées en coulisses, sans consulter les premiers concernés : nous, les citoyens. Le gouvernement fédéral semble avoir mis de côté le principe fondamental de la concertation sociale. Autrement dit, il prend des décisions sans écouter les syndicats, les travailleurs, les associations et, pire encore, sans ouvrir un vrai dialogue avec nous. Résultat ? Un sentiment général de mise à l'écart et une perte de confiance envers nos institutions.

Quand le dialogue social disparaît

Historiquement, la Belgique était un modèle de concertation sociale. C'était une des forces du pays : syndicats, travailleurs et gouvernement échangeaient pour garantir des décisions équilibrées. Ça permettait de trouver des compromis où économie et justice sociale pouvaient coexister. Aujourd'hui, on est à mille lieues de ce fonctionnement. Les dernières réformes ont été imposées sans discussion, sans prise en compte des avis des gens concernés. Ce manque de dialogue crée des tensions et fragilise notre société.

Pourquoi est-ce inquiétant ? Parce qu'une démocratie ne se limite pas à des décisions prises en haut sans vraie consultation. Elle doit reposer sur des discussions ouvertes où chacun peut avoir son mot à dire. Les travailleurs, les jeunes, les citoyens doivent être impliqués dans les décisions qui influencent leur futur. Sinon, on finit par se retrouver avec une politique qui ne nous ressemble pas et qui ne nous comprend pas.

Une gouvernance de plus en plus opaque

Autre problème majeur : l'opacité des décisions gouvernementales. Au lieu d'expliquer les réformes et de chercher un consensus, le gouvernement semble fonctionner en vase clos, caché derrière des processus bureaucratiques incompréhensibles. De gros projets sont validés sans consultation préalable, et le Parlement, censé être le cœur du débat démocratique, est réduit à un simple espace d'enregistrement où des choix sont entérinés sans vrai débat.

Cette façon de gouverner ne fait qu'alimenter la frustration et la défiance envers nos institutions. Comment faire confiance à un système qui ne nous écoute pas ? Si on veut que la démocratie belge continue à fonctionner, il faut rétablir un dialogue honnête et transparent où chacun peut s'exprimer et être pris en compte.

Il est temps de changer de méthode

Face à ce constat, il est urgent que le gouvernement revoie sa façon de travailler. Les citoyens doivent retrouver leur place dans le processus décisionnel. La démocratie participative ne doit pas être un concept vague, utilisé uniquement en période électorale, mais une réalité quotidienne. Il faut des consultations citoyennes fréquentes et accessibles, des espaces où les gens peuvent réellement peser sur les décisions qui impactent leur quotidien.

La Belgique a toujours été un pays pionnier en matière de concertation sociale. Il est temps de renouer avec cette tradition et de redonner la voix aux citoyens, aux jeunes, aux travailleurs, aux associations. La politique ne doit pas être une affaire d'élites déconnectées, mais un projet collectif où chacun a son mot à dire.

Si le gouvernement ne prend pas cette nécessité démocratique au sérieux, alors la défiance ne fera qu'augmenter. Il est encore temps d'agir avant qu'un fossé irrémédiable ne se creuse entre les gouvernants et les gouvernés. Ce combat pour la transparence et la démocratie, c'est le nôtre. Il est temps de faire entendre nos voix.

Guillaume Thyron De Bosscher
Jeune Socialiste Charleroi





✊ Les jeunes étaient au rendez-vous, aux côtés des travailleurs et travailleuses, dans la rue pour défendre une société plus juste.

Parce que nos combats sont communs : pour de meilleurs salaires, des droits renforcés et un avenir digne pour toutes et tous. ✊

La jeunesse ne regarde pas passer les luttes, elle y prend pleinement part.







Défense belge : L'ambition d'un général, le budget d'un caporal

Le conflit ukrainien a rebattu les cartes en Europe. Face aux nouvelles menaces, plusieurs États membres de l'Union ont décidé d'augmenter leurs budgets de défense. Certains souhaitent désormais dépasser l'objectif de 2 % du PIB fixé par l'OTAN. D'autres, comme la Belgique, peinent déjà à atteindre ce seuil minimal.

Aujourd'hui, notre pays consacre 1,33 % de son PIB à la défense, un score bien en deçà de celui d'États disposant pourtant de moyens comparables, voire moindres. Pourtant, sous l'impulsion du nouveau ministre de la Défense, Théo Francken, et avec le soutien du gouvernement Arizona, la Belgique vise désormais les 2 % d'ici fin 2025. Ambitieux ? Certainement. Réaliste ? Beaucoup moins.

Car cet objectif repose sur des artifices comptables. En effet, sur les 4 milliards d'euros nécessaires pour atteindre ce seuil :

- 1,5 milliard viendraient d'un emprunt, autorisé par une clause européenne exceptionnelle,
- 500 millions proviendraient de dividendes exceptionnels de Belfius,
- le reste serait issu de la vente d'actifs publics.

Mais cela ne suffit pas. Et surtout, cette méthode pose problème : une partie du montant est détournée à des fins politiques, notamment l'aide à l'Ukraine (1 milliard), inscrite au budget défense. Or, comme je l'ai évoqué lors de mon déplacement en Finlande, tant avec la majorité libérale qu'avec l'opposition socialiste, l'aide à l'Ukraine n'est pas un investissement militaire national. Elle est un acte de solidarité, indispensable certes, mais distinct d'une stratégie de défense belge crédible.

Pire encore : le matériel est priorisé, mais les effectifs sont négligés. Acheter des blindés sans soldats formés, c'est construire une maison sans fondations. Et les fondations de notre armée, ce sont les femmes et les hommes qui la composent. Or, leurs conditions de travail restent précaires, indignes d'un pays qui prétend jouer dans la cour des grands.

L'investissement doit être rationnel, planifié et humainement soutenable. Ce que propose aujourd'hui le gouvernement est un montage fragile, un château de cartes budgétaire sans vision à long terme. Une fois encore, nos partenaires européens s'inquiètent de voir la Belgique flancher.

Le plat pays qui, il y a 25 ans encore, déployait ses soldats en Allemagne, est devenu un colosse aux pieds d'argile, dépendant des pays tiers pour son équipement, incapable de s'appuyer sur une politique industrielle européenne cohérente.

La défense belge doit être restaurée, mais pas au prix de la communication politique creuse. Elle doit être pensée pour et avec ses militaires, avec une gestion rigoureuse des contrats d'armement et une diplomatie alignée, pas mise en péril.

Le ministre Francken, lui, joue à l'apprenti sorcier. À ce rythme, la "Rolls-Royce" qu'était la diplomatie belge pourrait vite se transformer en Twingo défraîchie.

Tanguy Colson Delporte
Président du MJS



Asile et Migration

Maltraitées dans l'indifférence générale pendant des décennies, les personnes exilées sont aujourd'hui les cibles médiatiques privilégiées des politiciens réactionnaires. A l'heure où l'Arizona a choisi d'aggraver une crise de non-accueil déjà dramatique, la gauche doit urgemment s'emparer des questions migratoires et déconstruire leur cadrage xénophobe

Santiago Kadeyan
FBJS



Avec plus de 10 000 condamnations pour violations du droit d'asile, la Belgique est aujourd'hui un état criminel. Les gouvernements Suédoise, Vivaldi, et Arizona, ont continuellement réduit les places d'accueil pour les demandeurs et demandeuses de protection internationale, alors même que la loi contraint l'état belge à garantir ces places d'accueil. Les astreintes pour ces condamnations se comptent en centaines de millions d'euros, soit bien davantage que le coût de loger correctement les personnes exilées en respect du droit. Pour payer ces sommes, l'agence Fedasil a même vu ses meubles être saisis par la justice et exposés dans un **Salon de la Honte** par un collectif citoyen.

“Au lieu de fournir des places d'accueil aux demandeurs d'asile qui fuient vers la Belgique, de leur trouver un abri en sécurité, l'État laisse la situation s'envenimer à tel point que son propre mobilier est perquisitionné et vendu aux enchères afin de payer les amendes infligées pour le non-respect de ses propres lois”[1]

Cet exemple est symptomatique de la politique globale de non-accueil belge ; violations des droits humains et de la loi belge, maltraitance de celles et ceux qui cherchent un avenir meilleur, tout cela payé au prix fort avec notre argent public. Sans oublier que les situations dramatiques dans les pays du sud global sont très souvent le résultat des politiques coloniales européennes et de la destruction sociale et environnementale par des entreprises qui reçoivent souvent des contrats et subsides de nos gouvernements. Sur base des décryptages du CIRE, analysons point par point quelques mesures annoncées par l'Arizona afin de savoir comment y répondre.

[1] « Ces meubles sont le symbole du funèbre surréalisme belge » - **Le Vif**, 17/03/2023

1) Doubler la capacité des centres fermés (aujourd'hui de 635 places).

Chaque année, 6000 à 8 500 personnes y sont détenues chaque année en vue de leur expulsion, sans condamnation ni date de fin de détention. Les personnes détenues ne le sont pas selon des critères de "dangerosité" mais uniquement car sans-papiers. Les témoignages relayés par le collectif Getting The Voice Out montrent que sont détenues des personnes qui travaillent, qui ont une famille en Belgique et qui essaient de trouver un cadre de vie stable malgré l'irrégularité administrative. La détention coûte au moins 220 euros par jour et par personne et ne garantit pas des retours durables ; cette politique est donc coûteuse et inefficace. Pire, les violences qui ont lieu dans les centres fermés ont déjà conduit à des morts lors de tentatives d'expulsions, par négligence médicale, ou par suicides résultant des tortures psychologiques.[2] Symboles coûteux d'une brutalité aveugle qui s'abat sur des personnes n'ayant commis aucun crime, les centres fermés doivent être abolis.

2) Fin des Initiatives Locales d'Accueil, destinées aux profils à "haut taux de protection" (victimes de torture, femmes ayant subi des violences, personnes LGBTQIA+). Des personnes en situation vulnérable se retrouveront donc privées de l'accompagnement nécessaire, compliquant la suite de leur parcours, tandis que les centres d'accueil généraux seront confrontés à des difficultés spécifiques pour lesquelles le personnel n'est pas formé. Il faudrait au contraire développer les initiatives locales et tenir compte des vulnérabilités spécifiques des personnes en demande de protection internationale. Cela passe par des formations au niveau des structures de demande d'asile et des structures d'accueil. Des initiatives comme le Rainbow Refugee Committee ou la Sister's House montrent la voie, et les pouvoirs publics devraient les soutenir et mettre en valeur leurs expériences comme modèle à suivre.

3) Restriction du séjour étudiant : Alors que les universités sont le lieu privilégié de la transmission et de la construction de connaissances, et que les échanges internationaux prennent une importance inédite, l'Arizona choisit de limiter les possibilités d'études en Belgique pour les étudiants et étudiantes venant de l'étranger. Il prévoit ainsi de suspendre la migration étudiante « *en provenance de pays où la fraude est monnaie courante et où il est clair que ce canal migratoire est utilisé de manière abusive* ».

[2] Centres fermés en Belgique : décès et conditions inhumaines sous silence - Bruxelles Dévie, 20/09/2024



Aucune précision n'étant apportée sur ces pays... Les étudiant-es moins riches subissent particulièrement cette exclusion, car l'Arizona demande des preuves de ressources suffisantes des étudiant-es, durcit les critères pour se porter garant, et réclame une caution sans préciser sa somme. Nous devrions à la place faciliter les séjours étudiants et faire en sorte que les ressources personnelles ne soient pas un obstacle à la poursuite d'études. Se couper ainsi du reste du monde, c'est subir en conséquence un retard scientifique, académique, et politique.

4) Restreindre l'acquisition de la nationalité belge : Preuve ultime d'intégration, la nationalité ouvre l'accès à toute une série de droits et ouvre les portes pour un grand nombre d'emplois. Cette acquisition devrait être facilitée pour améliorer l'intégration, mais l'Arizona souhaite multiplier par six les droits d'enregistrement pour l'obtention de la nationalité belge (qui s'élèveront à 1000 euros) tout en fermant l'acquisition aux personnes qui sont pris en charge par l'aide sociale. Voilà une mesure de classe qui vise à exclure les personnes précaires de la citoyenneté et à les priver des opportunités auxquelles elles doivent avoir droit pour améliorer leur situation sociale et s'intégrer davantage à la société belge. C'est la direction inverse qui devrait être prise; faciliter l'intégration est bénéfique pour toutes les personnes concernées, que ce soit pour des raisons économiques (meilleurs emplois, meilleurs salaires, davantage d'impôts), sociales (droit de vote, participation politique, réduction des discriminations), ou éthiques: pourquoi une personne vivant en Belgique, participant activement à la vie en Belgique, remplissant tous les critères d'acquisition de nationalité, devrait être exclue au nom d'un simple manque de ressources financières ?

D'autres mesures violentes visent à restreindre le regroupement familial et le renouvellement des titres de séjour, limiter l'accès à l'Aide Médicale Urgente (déjà si difficile d'accès que seul 25% des personnes qui y ont droit sont effectivement couvertes), organiser la ségrégation entre ayants-droits pour l'accès aux aides sociales, ou recourir davantage à l'agence Frontex pour déporter des personnes fuyant le danger. Le gouvernement socialiste de Pedro Sanchez en Espagne prévoit des régularisations massives, et la politique d'accueil espagnole a permis une forte croissance économique.[3] Le refus de jouer le jeu de l'extrême droite a permis de cantonner Vox à un plafond électoral, alors que leurs alliés fascistes et fascisants grimpent partout ailleurs. Face à la droite et l'extrême droite belge, suivons ce modèle espagnol. Et nous suivrons ainsi le droit belge et les droits humains.

[3] Espagne : le gouvernement souhaite régulariser 500.000 migrants - RTBF, 30/05/2025





L'action internationale de la Belgique : l'accord Arizona et l'incohérence du gouvernement

Dans son accord de gouvernement, la coalition Arizona promet une politique étrangère « fondée sur les valeurs, la coopération internationale et le droit ». Toutefois, derrière les déclarations se cache une politique frileuse, incohérente et fréquemment alignée sur le discours de puissance traditionnelles.

Pourtant, la Belgique est dotée d'un outil d'influence en Europe : son soft power mais elle continue de sous-utiliser sa position stratégique. Pendant que Gaza est ravagée avec des victimes civiles qui continuent d'augmenter jour après jour, alors que l'Iran, Israël et les USA continuent de nourrir l'instabilité du Moyen-Orient, la Belgique doit choisir entre confort diplomatique et responsabilité politique.

Le paradoxe belge : fort potentiel, faible usage : En Belgique, la doctrine en politique étrangère a toujours été celle des instances internationales. En effet, depuis notamment Paul-Henri Spaak, les dirigeants belges ont toujours privilégié les instances internationales comme l'ONU, l'UE, la CEDH et la CPI pour exercer son action en privilégiant la diplomatie internationale.

De son côté, le gouvernement Arizona entend continuer de la sorte en identifiant notamment l'Union européenne comme moyen d'accès principal pour la Belgique d'exercer son influence sur l'échiquier international.

Dernièrement, **le président du Mouvement Réformateur refusait de qualifier la situation à Gaza de génocide** en prétextant que cela revenait à des institutions de droit international. Nonobstant, le MR a voté à la Chambre en 2015, à la suite d'une initiative de Charles Michel, la reconnaissance du génocide arménien, alors même que le Cour Internationale de Justice ne s'est pas prononcé dessus non plus. Il s'agit donc d'une pirouette pour éviter toute prise de responsabilité.



Cette posture néglige un aspect essentiel : le soft power belge. En effet, peu de pays disposent d'autant d'éléments de soft power que la Belgique : capitale de l'Union européenne, hôte de l'Otan, du Service européen pour l'action extérieure, de plus de 120 ambassades, de dizaines d'ONG internationales, de think tanks influents. Bref, la Belgique est un carrefour diplomatique majeur.

Mais ce capital d'influence demeure sous-exploité dans la stratégie étrangère actuelle. Le gouvernement Arizona se dit « ambitieux mais pragmatique », mais en pratique, il adopte une position de suivisme européen, rarement moteurs d'initiatives, notamment sur le Proche-Orient ou les droits humains.

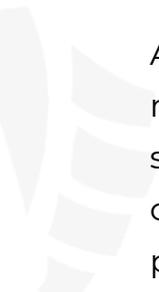
La capacité d'agenda-setting qui signifie avoir la faculté de mettre des sujets sur l'agenda politique, que pourrait avoir la Belgique pour proposer un cessez-le-feu multilatéral à Gaza, la suspension de l'accord d'association UE-Israël, une reconnaissance de la Palestine, la reconnaissance du génocide à Gaza ou encore d'autres sujets, reste lettre morte.

Gaza, Iran, Israël : des lignes rouges floues : En ce qui concerne le conflit israélo-palestinien, la Belgique appelle à des sanctions ciblées contre les colons et à une solution à deux Etats. Très bien sur le papier mais en l'absence d'actions concrètes, cette politique manque de crédibilité. Face au régime iranien, le gouvernement utilise une rhétorique musclée au sein de son accord de gouvernement et plus récemment, lors des échanges de frappes entre l'Iran et Israël/USA : désignation des Gardiens de la Révolution comme organisation terroriste, sanctions accrues, dénonciation de la diplomatie des otages. Mais cette posture unilatérale n'est crédible que si elle s'inscrit dans une politique globale cohérente. Aujourd'hui, nous devons condamner le régime autoritaire de Téhéran marqué par un non-respect des droits humains, une répression sévère à l'égard des femmes et ses menaces nucléaires.

Néanmoins, est-il encore possible de dissocier Khamenei, le guide suprême iranien et Netanyahu ? En effet, ce dernier bafoue lui aussi les droits humains en opérant un génocide à Gaza, en perturbant les négociations diplomatiques sur le nucléaire iranien en bombardant l'Iran, en colonisant illégalement des terres palestiniennes, en ne respectant pas le droit international et en opérant une répression vis-à-vis de l'opposition parlementaire.



S'il est bien nécessaire de critiquer et sanctionner le régime iranien, il est nécessaire de condamner avec autant de fermeté le dirigeant israélien qui a autant de sang sur les mains. Il en va de la cohérence de la politique étrangère belge.



Aujourd'hui, la Belgique se cache encore trop derrière les USA qui pourtant ne respectent pas le droit international, notamment lorsqu'ils ont bombardé les sites nucléaires iraniens fin juin 2025. Sans rentrer dans une logique impérialiste occidentale, seuls le respect du droit international, la diplomatie et la paix peuvent permettre de stabiliser la région.

Soft power : la Belgique peut et doit faire mieux : Le soft power, c'est l'art d'influencer sans contraindre. Pour un petit pays comme le nôtre, c'est une ressource vitale : notre légitimité repose sur notre capacité à être un pont, un médiateur, un moteur normatif.

Or, la Belgique dispose d'atouts réels :

- Crédibilité historique dans le soutien aux institutions multilatérales.
- Présence massive d'acteurs non étatiques internationaux à Bruxelles.
- Image de neutralité active qui pourrait en faire une médiatrice légitime, notamment dans les conflits du Moyen-Orient ou du Sahel.
- Une société civile dense, une diplomatie culturelle forte, un tissu universitaire actif.

Mais le gouvernement actuel n'investit pas sérieusement ces canaux. Où sont les initiatives belges pour organiser une conférence humanitaire sur Gaza à Bruxelles ? Pour accueillir des négociations internationales sur l'Ukraine ou le désarmement ? Pour faire de notre capitale un pôle diplomatique de paix, à l'image de Genève ?

Pire : l'attitude du Mouvement Réformateur, incarnée par Georges-Louis Bouchez, réduit cette influence à un nationalisme sécuritaire de façade, où la Belgique devrait "se contenter d'être réaliste", c'est-à-dire rester dans le rang des grandes puissances, sans prendre d'initiative. Il oublie que la puissance belge réside justement dans sa capacité à incarner une autre voie : celle des principes, du dialogue, et du droit.

En tant que **jeunes socialistes**, nous devons porter une autre vision de la politique étrangère :

- Une Belgique actrice, pas suiveuse, qui prend des initiatives européennes sur le désarmement, la reconnaissance de la Palestine, le renforcement du droit international humanitaire.
- Une diplomatie populaire et féministe, qui soutient les mouvements sociaux du Sud global, les droits des femmes en Iran, les syndicats palestiniens, les ONG kurdes.
- Un usage ambitieux de notre soft power : faire de Bruxelles une capitale de la paix, des droits, et du multilatéralisme progressiste.

En conclusion : sortir du confort, affronter nos responsabilités.

La Belgique n'est pas une petite nation impuissante. Elle est un nœud stratégique dans l'échiquier international, et elle a les moyens d'agir. Encore faut-il avoir la volonté politique de le faire, au lieu de se réfugier dans des généralités diplomatiques comme le fait le gouvernement Arizona et de céder à la peur sécuritaire comme le propose Bouchez.

Notre génération ne veut pas d'une politique étrangère passive. Elle veut une diplomatie du courage, de la cohérence, et du changement. Le soft power belge ne doit pas rester un potentiel non réalisé. Il doit devenir notre force de frappe pacifique.

Brieuc Schaeafs
Secrétaire Internationale du MJS





L'interview de Pierre-Yves Dermagne Député Fédéral



Monsieur Dermagne, les nouvelles mesures Arizona en termes de fiscalité font trembler de nombreux citoyens. Pouvez-vous nous expliquer quelles sont les mesures qui risquent de faire très mal au portefeuille ?

Elles sont légion ! Au nom d'une prétendue orthodoxie budgétaire, le gouvernement Arizona pénalise non seulement les plus précarisés, mais aussi la classe moyenne, et en particulier les femmes !

Les plus précarisés, avec la limitation dans le temps des allocations de chômage, ou la non-indexation des allocations de chômage et de remplacement, notamment.

La classe moyenne, avec les nouvelles mesures en matière de pension, entre autres : avec les nouvelles règles, quasiment plus personne ne bénéficiera d'une pension complète ! Demain, un pensionné va perdre en moyenne 1.500€ par an, c'est énorme ! Particulièrement les femmes, dont on sait qu'elles représentent une large majorité des temps partiels.

Je peux aussi évoquer la TVA sur les chaudières au gaz et au mazout, qui va augmenter de 6 à 21% ; la déduction pour les dons au Télévie, à Viva for life ou à une multitude d'ONG, réduite de 45 à 30%, ce qui pénalise tous les Belges qui veulent faire vivre la solidarité dans notre pays ; ou encore la diminution du quotient parental, la réduction des primes énergétiques en Wallonie, etc, etc.

Au final, les seuls qui s'en sortent, ce sont ceux... qui en ont le moins besoin ! Le 1% d'ultrariches qui détient 56% des richesses du pays ! La taxe sur les plus-values ressemble de plus en plus à un mirage et quand bien même elle arriverait, elle sera complètement vidée de son sens par toutes les dérogations que préparent les partis de l'Arizona. Et mon successeur David Clarinval vient encore d'annoncer un fameux cadeau de plus pour les ultra-riches, puisqu'il va introduire une exonération du paiement des charges patronales pour les salaires au-delà de 344.000€ par an. C'est le monde à l'envers ! Plus vous accumulez, moins vous contribuez, c'est vraiment Robin des bois inversé.

Et c'est là qu'on comprend que les slogans de campagne du MR et des Engagés n'étaient que de la poudre aux yeux : il n'y a aucune justice fiscale là-dedans, il n'y a aucun soutien à la classe moyenne et à celles et ceux qui travaillent ! Il y a juste, pour protéger les ultra-riches en raison d'un motif qui m'échappe, si ce n'est de leur ressembler un jour, une volonté de monter les uns contre les autres et en particulier la classe moyenne contre les accidentés de la vie. C'est non seulement inefficace et injuste, mais c'est surtout odieux !

L'Arizona annonce des « mesures favorables aux jeunes travailleurs ». De quelles mesures s'agit-il ? Ces mesures sont-elles réellement favorables ?

On est surtout dans le slogan et dans les fausses bonnes idées. L'Arizona étend par exemple le plafond d'heures de travail étudiant à 650 heures par an, dès 15 ans. De prime abord c'est sympathique, mais en réalité c'est un piège. Un piège parce qu'on sait que l'étudiant qui travaille est mécaniquement défavorisé dans la réussite de ses études, un piège parce que ce régime de travail étudiant ne s'accompagne d'aucun droit au chômage ou à la pension... Sous couvert de « flexibilisation du travail », l'Arizona généralise les bullshit jobs – étudiants ou flexi -, taillables et corvéables à merci, sans prévisibilité des horaires et sans droits.

En matière de chômage, les jeunes sont aussi pénalisés puisque l'Arizona limite à 12 mois les allocations d'insertion et ajoute une condition de diplôme pour tout le monde !

On parle aussi de « gel des indexations », pourriez-vous nous expliquer les implications que cela aura, en particulier pour les jeunes.

Parce qu'il échoue à saborder l'indexation automatique des salaires, le gouvernement triche et va en fait... retarder cette indexation, ce qui lui permet de faire des économies dans le temps mais représente, en réalité, un saut d'index cumulé pour celles et ceux qui devraient en bénéficier, pensionnés comme travailleurs ou allocataires.

Si vous étiez toujours ministre de l'économie, quelles mesures auriez-vous prises pour redresser l'économie belge, jugée catastrophique par la droite ?

Nous avons voulu présenter une vraie réforme fiscale sous la Vivaldi, le MR l'a bloquée. Il faut aller chercher l'argent là où il se trouve, et où il se trouve en surplus ! Les banques ou les producteurs d'énergie, les multinationales pour ne citer qu'eux, n'ont jamais produit autant de dividendes, jamais ! Engie, par exemple, vient de distribuer 6 milliards de dividendes. Je pense aussi à la fraude fiscale, qui représente près de 30 milliards € chaque année dans notre pays !

C'est là qu'est l'argent, c'est là que nous pouvons récupérer ce qui est justement dû à l'Etat et équilibrer son budget.

Nous présentons à la Chambre trois propositions de loi pour capter davantage les plus-values, les comptes-titres et les très gros patrimoines. Ça, c'est concret ! Couplé à une réelle réforme fiscale, ça permet à la fois de réduire le déficit budgétaire de l'Etat et de rehausser les bas et moyen revenus, qui en ont bien besoin.

Parce qu'il faut véritablement être tordu ou malhonnête pour prétendre résorber le trou budgétaire en rackettant ceux qui n'ont déjà que le strict minimum pour survivre, et ceux qui par leur travail arrivent tout juste à se faire plaisir de temps en temps. Ce n'est pas aux allocataires, aux travailleurs pauvres ou à la classe moyenne de payer le laxisme de la droite envers les surprofits !

Après des décennies de désinvestissement public, on a besoin d'une politique de relance et d'investissements stratégiques. Il faut décarboner l'industrie, investir dans la mobilité et l'énergie de demain, sécuriser et diversifier les chaînes d'approvisionnement, aider nos entreprises à remplir leurs carnets de commande... Or réussir la transition ne se fera pas sans investissements publics massifs. Et c'est ce qu'on avait commencé à faire, ensemble avec Thomas Dermine, sous la Vivaldi.

Malheureusement, cet effort est balayé par l'Arizona. Ce qu'ils appellent « politique industrielle » est en fait un programme de libéralisation : moins de salaire, moins de normes, moins d'Etat. Ils prévoient de vendre des participations stratégiques de l'Etat, avec la même approche à court terme qu'un actionnaire privé. Ils prévoient un recul de l'investissement public. Même les investissements en Défense se font aujourd'hui sans vision des retours sociétaux ou pour l'industrie wallonne. C'est inquiétant.

La Jeune Garde en action !

On était au salon du SIEP à Namur pour parler avenir, engagement et casser les clichés sur la politique auprès des Jeunes. Plein de belles rencontres, d'échanges vrais et de jeunes motivés !

Et ce n'est que le début... restez branchés, on arrive avec plein d'autres actions ✨🌸





🇪🇺 La Jeune Garde à Bruxelles !

Direction le Parlement européen avec Estelle Ceulemans ! L'occasion de découvrir les coulisses de l'Europe, de parler démocratie et de voir comment nos idées peuvent voyager loin.

Une journée inspirante qui donne envie d'agir, ici et là-bas 🦊🌹





L'interview de Paul Magnette

Président du Parti Socialiste.

En février, huit mois après les élections, le gouvernement fédéral s'est constitué sur la base d'une coalition « Arizona » clairement ancrée à droite. Il s'inscrivait ainsi dans la tendance déjà traduite aux niveaux wallon et de la communauté française sur la base des accords conclus entre le MR et les Engagés. Le moment est venu de tirer un premier bilan des réformes engagées par ces nouveaux exécutifs en dépit du mouvement social qu'elles suscitent.

Président, lorsqu'on voit l'ampleur et la diversité des mouvements de protestation sociale qui se succèdent depuis des mois, doit-on conclure que tous sont perdants des mesures de l'Arizona ?

En tout cas, tous les travailleurs, ceux qui ont travaillé ou qui souhaitent travailler seront perdants. Les plus fragiles, les victimes de licenciement, ceux qui vivent de boulots précaires, les moins valides, les malades... et les femmes en particulier. On peut vraiment parler de régression sociale généralisée. C'est la traduction du choix du gouvernement De Wever de faire peser 95 % des efforts sur la classe moyenne et sur les plus fragiles. Il y a donc quelques gagnants... mais ce sont ceux que la société favorisait déjà.

Ce n'est pourtant pas ce que nous annonçaient les partis qui ont fait campagne sur la revalorisation du travail. Celui qui bosse devait être récompensé.

Effectivement, ce n'est pas ce que le MR et Les Engagés promettaient aux électeurs. Et jamais on n'a vu un tel écart entre les promesses électorales et le programme d'un gouvernement. On annonçait 450 euros de salaire net en plus par mois. Ce sera (peut-être) quelques euros... en 2028. Donc, si l'écart doit s'accroître entre le salaire minimum et les allocations les plus élevées, ce sera parce qu'on aura appauvri les plus pauvres, pas parce qu'on aura augmenté le pouvoir d'achat des travailleurs. C'est même le contraire car tout va coûter plus cher.

Les salaires ne vont pas augmenter et tout va coûter plus cher ?

Oui, c'est la double peine pour les travailleurs et les ménages. D'une part, les salaires vont rester bloqués par la confirmation de la loi de 2017 du gouvernement MR/N-VA qui empêche les partenaires sociaux de négocier des augmentations salariales, y compris dans les secteurs dont les bénéfices explosent, à quoi s'ajoutent les mesures prises pour décaler et manipuler l'index. D'autre part, toutes les décisions de libéralisation et de définancement des services publics seront payées in fine par les citoyens.

En revanche, la majorité actuelle affirme que le travail est revalorisé.

C'est tout l'inverse, hélas : le travail est fragilisé ! La durée du travail va passer de 38 à 48 heures par semaine, les contrats ne devront plus garantir une durée minimum d'emploi, la période d'essai va être réintroduite, les indemnités de préavis vont être plafonnées et les travailleurs licenciés devront payer eux-mêmes leur reconversion. On supprime également l'interdiction du travail de nuit, du dimanche et des jours fériés, ainsi que les majorations salariales octroyées à ceux qui travaillent aujourd'hui entre 20 heures et minuit. À côté de cela, on élargit le champ des flexi-jobs qui n'offrent aucune perspective de stabilité et on dégrade la situation des travailleurs — surtout travailleuses — des titres-services.

N'est-ce pas surtout les chômeurs qui vont être touchés ?

Tout le monde va être touché, mais pour beaucoup de personnes sans emploi cela va être un vrai drame. La droite a réussi à présenter comme des profiteurs l'ensemble de ceux qui sont sans emploi. Cela lui permet de faire payer à tous les abus d'une petite minorité. Et pour ceux qui ne parviennent pas à trouver un emploi car l'offre est insuffisante dans beaucoup de régions, cela va être un basculement dans la précarité. Ce sont quelque 140 000 personnes qui vont se retrouver sans revenus du jour au lendemain et qui devront se diriger vers le CPAS, où toutes n'auront pas droit à une aide. Globalement d'ailleurs, les allocations de chômage et le revenu d'intégration sociale ne seront pas indexés durant cette législature, ce qui signifie qu'ils baisseront du fait de l'inflation. Et pour les jeunes, les allocations d'insertion ne pourront plus être octroyées que pour un an maximum, contre trois actuellement. Conclusion, le problème budgétaire ne sera que déplacé (vers les communes, la Wallonie et Bruxelles – un cadeau inouï du MR et des Engagés aux nationalistes flamands) tandis que nous assisterons à une explosion de la précarité ; l'inverse de la Vivaldi qui était parvenue à réduire le taux de pauvreté.

Les pensions sont aussi un grand sujet d'inquiétude et de mécontentement.

Les pensions, cela peut sembler loin pour un JS mais c'est pourtant dès maintenant qu'elles se constituent. Et les mesures prises par l'Arizona auront pour conséquence d'imposer de travailler plus longtemps, pour une pension plus basse, avec un risque accru de ne pas pouvoir réunir les conditions pour bénéficier d'une pension complète. Ce sera particulièrement préjudiciable aux femmes, notamment du fait qu'elles sont plus exposées au travail à temps partiel. Par ailleurs, les conditions d'accès à la pension anticipée seront telles que pratiquement plus personne ne pourra y prétendre alors qu'elles sont nécessaires dans des métiers à forte pénibilité ou pour gérer les licenciements collectifs. Les socialistes avaient introduit un bonus pension pour ceux qui choisissent de travailler au-delà de l'âge légal d'accès à la retraite, l'Arizona l'a raboté et introduit un malus pour ceux qui doivent partir plus tôt. Les pensions des agents du service public seront dégradées — malgré les pénuries dans certains secteurs comme l'enseignement — et l'on demandera à un policier ou un pompier d'exercer sa fonction jusqu'à... 67 ans.

Cela bouillonne aussi dans le secteur de la santé et de l'aide aux personnes.

Le secteur de la santé est emblématique. C'était prétendument la priorité des Engagés. Priorité vite oubliée ! Le secteur va être amputé de deux milliards sous cette législature. Et il n'y a pas de miracle, ces économies vont se faire sur le dos des patients et du personnel soignant, de celles et ceux qu'on applaudissait sous la Covid. Celles et ceux que les socialistes avaient revalorisés par le fond blouses blanches et l'accord du non marchand, et qui vont être mis sous pression.

Mais n'est-ce pas le prix de l'assainissement des finances publiques ?

Quel assainissement ? Les perspectives budgétaires des gouvernements des droites sont plus alarmantes que jamais ! Alors que c'était le cœur de leur programme et la priorité phare de la N-VA, les politiques injustes de cette majorité aggravent de manière dramatique la situation budgétaire de la Belgique. Nous avons fait les comptes et les chiffres sont sans appel : par les cadeaux fiscaux offerts aux plus riches, par l'annonce d'effets retour fantaisistes, par une explosion des dépenses militaires non-financées, c'est un trou budgétaire de l'ordre de 15 milliards que creusent les gouvernements actuels, annonçant un déficit global de près de 43 milliards en 2029. Et ce n'est pas qu'une analyse du PS, c'est la Cour des comptes et ce sont tous les économistes qui tirent la sonnette d'alarme. Comme chaque fois que la droite gouverne seule, les déficits s'emballent et la facture est renvoyée au gouvernement suivant... et aux générations futures.





Mais y a-t-il une alternative ?

Cela étant, n'est-ce pas inévitable ? Est-il possible d'agir autrement ?

Il n'y a pas de surprise avec la droite : ce sont chaque fois les mêmes recettes, les mêmes erreurs, et les mêmes prétextes. Les gouvernements actuels veulent faire croire aux citoyens que toutes les mesures d'austérité qu'ils décident sont imposées par le pire contexte budgétaire que la Belgique ait connu. C'est faux ! Sous le gouvernement Di Rupo, nous avons réalisé un effort d'assainissement budgétaire supérieur, mais de manière juste, en faisant contribuer les mieux nantis. Ici, ils consentiront à peine 5 % de l'effort, essentiellement via la maigre imposition sur les plus-values que Vooruit essaie d'obtenir en dépit de toutes les manœuvres d'exemption que le MR déploie. La situation budgétaire appelle certes une action en profondeur, mais la droite l'instrumentalise pour démanteler notre État social au bénéfice de quelques-uns, en affirmant comme un dogme qu'il n'y a pas d'alternative ! C'était la formule de Margaret Thatcher, c'est le mantra du gouvernement De Wever et de ses succursales fédérées.

Donc, il existe bien une alternative.

Evidement ! Et le PS veut l'incarner concrètement, immédiatement par son opposition constructive et structuellement par sa refondation.

Un exemple ? Sur la réforme des allocations de chômage que beaucoup pensent nécessaire...

Plus que tout autre, le PS a pour but le plein emploi. Le parti ouvrier est historiquement le parti du travail, celui des travailleuses et des travailleurs qui doivent pouvoir vivre et s'épanouir par leur activité. La réforme de l'Arizona est non seulement inhumaine, elle est inefficace : on ne fera pas rentrer les 150 000 chercheurs d'emploi dans les 37 000 offres disponibles.

C'est pourquoi le PS soutient à la Région une politique économique volontariste. L'inverse de la scandaleuse inaction du gouvernement Dolimont qui a déjà vu le taux d'emploi wallon se dégrader d'1,8 pp alors qu'il avait augmenté de 4,4 pp sous le gouvernement précédent. Face aux exclusions programmées par le fédéral, qui plongeront 100 000 familles dans la pauvreté, nous avons déposé une loi « plein emploi » qui impose aux grandes entreprises d'engager 3 % de personnes au chômage depuis plus de deux ans, dans des conditions financièrement avantageuses. C'est un partenariat gagnant-gagnant pour le travailleur, l'employeur et la sécurité sociale. Par ailleurs, nous voulons assortir la limitation du chômage dans le temps d'une obligation de proposer un emploi à toute personne qui est en état de travailler et qui n'en a pas trouvé après deux ans.

Une alternative à la réforme « arizonienne » des pensions ?

Même chose : nous voulons combiner humanité et réalisme. C'est une illusion de penser qu'on pourra faire travailler un ouvrier de chantier, un pompier, une aide-soignante ou une employée en titre-service jusqu'à 67 ans. On va juste faire exploser le nombre de malades de longue durée, avec des conséquences sociales, et économiques, désastreuses. Notre alternative, juste et crédible, c'est, d'abord, un système qui tient compte de la pénibilité des métiers car tous les travailleurs ne sont pas égaux devant la dureté du travail ; ensuite un grand plan pour les fins de carrière qui permette de réduire son temps de travail à partir de 55 ans, pour rester en bonne santé, sans réduire le montant de sa pension future.

Pour conclure de manière transversale, y a-t-il aussi une vision socialiste de la réforme fiscale ?

Pour garantir le pouvoir d'achat de chacun — mais aussi l'adhésion à notre démocratie — il est vital de mettre en œuvre un système qui assure la justice fiscale. Pour le PS, ceux qui spéculent en bourse et les très grandes fortunes doivent contribuer plus équitablement au financement de la société pour alléger l'imposition de la classe moyenne. Nous proposons ainsi un rééquilibrage de l'ordre de 6 milliards via deux mécanismes : une taxe d'un pour cent sur les fortunes de plus de 5 millions d'euros (et de 2 % sur les fortunes de plus de 100 millions) et une taxe de 30 % sur la spéculation boursière. Ces mesures ne toucheraient que les 2 % les plus riches de la population (qui n'en souffriraient guère) au bénéfice de l'ensemble de la société. La droite a toujours fait barrage à nos propositions en la matière : elles s'imposeront par leur nécessité... et notre persévérance ! Il en est ainsi depuis 140 ans dans la longue histoire de notre parti. C'est dans cet esprit que nous mènerons à bien notre refondation, dont je rappelle au passage que **les jeunes sont un élément clef**. Mais cela, le MJS le sait... et doit le faire savoir !



Si j'étais président du PS, je...

 Prends une photo de ta réponse et tague-nous sur Insta !



L'Ordre contre la justice : le tournant sécuritaire du gouvernement Arizona, entre répression, privatisation et fragilisation des droits.

Ces dernières années, la question sécuritaire a pris une place croissante dans le débat public. Les fusillades survenues à Bruxelles, qui ont profondément marqué l'opinion, ont sans doute pesé dans les négociations gouvernementales et contribuées à faire de la lutte contre le narcotrafic un axe central de l'accord Arizona. Si la plupart des mesures en la matière restent classiques et peu innovantes (Matgen, 2025), l'accord dans son ensemble révèle une orientation bien plus préoccupante : une approche sécuritaire démagogique, antidémocrate **L'Ordre contre la justice : le tournant sécuritaire du gouvernement Arizona, entre répression, privatisation et fragilisation des droits.**

Ces dernières années, la question sécuritaire a pris une place croissante dans le débat public. Les fusillades survenues à Bruxelles, qui ont profondément marqué l'opinion, ont sans doute pesé dans les négociations gouvernementales et contribuées à faire de la lutte contre le narcotrafic un axe central de l'accord Arizona. Si la plupart des mesures en la matière restent classiques et peu innovantes (Matgen, 2025), l'accord dans son ensemble révèle une orientation bien plus préoccupante : une approche sécuritaire démagogique, antidémocratique et répressive, couplé à une vision du principe de justice soulevant de sérieuses inquiétudes.

Comme précisé précédemment, l'approche sécuritaire, centrale dans le projet de l'Arizona (RTBF, 01/02/2025), repose essentiellement sur une logique répressive privilégiant la sévérité pénale à la prise en charge des causes structurelles. Si l'application de la loi est essentielle, encore faut-il que la sanction soit efficace. À cet égard, cette vision de la justice, à la fois réductrice, bourgeoise et coûteuse à la société, ne semble remplir qu'une fonction symbolique : celle de satisfaire une soif collective de vengeance et de servir de minable vitrine politique à Bart de Wever (Nva), Mme Verlinden (Cd&V), Mr. Quintin ainsi qu'à Georges-Louis Bouchez (MR), mais sans effet réel sur la récidive.

Or au regard de la théorie des peines de Bentham, il est trois moyens d'empêcher la récidive en cas d'une infraction : ôter à l'auteur le pouvoir physique, le désir ou l'audace de l'acte contrevenant (Bentham, 1811). Le désir étant à l'origine de l'acte transgressif et de son calcul, c'est en agissant sur celui-ci – par la rééducation civique et la réinsertion – que la justice peut se montrer réellement dissuasive. À l'inverse, une justice fondée sur la vindicte ne fait qu'alimenter les cycles de violence, d'exclusion, et à terme de formation de groupement criminel à partir du milieu carcéral.



La remise au goût du jour de la tentative infructueuse de criminalisation de l'action syndicale par le ministre Van Quickenborne (OpenVLD), abandonnée sous la pression juridique, civique et syndicale, participe aujourd'hui à cette dynamique d'atteinte aux droits fondamentaux au nom de l'ordre et de la sécurité.

La privatisation des missions de sécurité publique et de la gestion carcérale : Par ailleurs, cette montée en puissance du sécuritaire s'accompagne en parallèle d'un recours croissant au secteur privé dans les affaires publiques.

L'Arizona prévoit effectivement de privatiser une série de mission de sécurité publique en s'attaquant aux normes actuelles limitant l'ingérence privée, en particulier en ce qui concerne la gestion des prisons ou la surveillance caméra. Une telle privatisation ouvre la porte à de nombreuses dérives, comme l'illustrent les exemples américains, où le système carcéral est devenu une industrie lucrative. Dans ce modèle, le détenu cesse d'être perçu comme un citoyen devant se réinsérer dans la société, pour devenir un produit à rentabiliser – aux frais de l'État et au détriment de l'intérêt général.

La surveillance de masse : Dans la volonté de maîtrise et de contrôle permanente, l'Arizona prévoit également le développement des modèles de surveillances de masse par la technologie et l'usage de l'intelligence artificielle, en particulier pour la rédaction des procès-verbaux, le suivi par caméra intelligente, l'achat de drones et la reconnaissance faciale. Soyons clairs, cela constitue à nouveau une atteinte grave à la transparence de l'usage des données numériques et implique un sécurité fondée sur la suspicion permanente et l'atteinte à la vie privée.

Le sous-financement de la Justice comme diminution volontaire de la qualité du jugement : En parallèle de ces réformes, l'Arizona ne garantit en rien l'extension des moyens, préférant se concentrer sur les transferts de mission des entités fédérales vers le privé et quelques modifications législatives à des fins de déresponsabilisation de ces mêmes entités.

Il en va de même pour la situation du système judiciaire qui demeure sous-financé, en témoigne les mobilisations des magistrats lancées depuis ce 5 mai afin de plaider pour un refinancement des institutions judiciaires (Noulet, 30/04/2025).

Bien au contraire de cette idée, le projet de l'Arizona prévoit même d'instaurer des jugements par vidéoconférence... ce au détriment des prévenus, de la qualité du jugement ou des lois RGPD sur le traitement des données numériques. Toujours dans une volonté de détricoter les principes fondamentaux de la Justice : la ministre Verlinden (CD&V) adhère à la brillante idée de supprimer le jury populaire en cas de procès pour actes terroristes (Benayad, 22/10/2024).

La tendance à la militarisation et à la répression violente : Cette orientation répressive s'inscrit également dans une tendance plus large à la militarisation de la police (Rigouste, 2021, 2022). L'accord Arizona prévoit notamment l'implication de la Défense, sous l'autorité de Théo Francken (N-VA), dans certaines missions de sécurité intérieure, en particulier la protection des infrastructures critiques. Une telle implication des forces armées dans les affaires civiles constitue un glissement inquiétant pour la démocratie, car où s'arrêtera-t-elle ? Si l'armée peut servir de soutien et de conseiller stratégique, elle n'est en rien compétente en ce qui concerne la sécurité intérieure, son rôle étant la défense de l'intégrité territoriale et de l'intérêt national face aux agressions extérieures.

Plusieurs chercheurs ont d'ailleurs démontrés comment cette militarisation progressive dans les méthodes de maintien de l'ordre sont intimement liées aux dérives et à la violence policière. En particulier lorsque ces violences se retrouvent territorialisées (Tissot, 2007 ; Sedel, 2014 ; Jobard ; Rigouste, 2004, 2021), discriminantes (Tévanian, 2003, Noiriél, 2007), spectacularisées ou dépolitisée (Sedel, 2014). Certaines de ces pratiques, tels que le contrôle au faciès, la création de l'ennemi intérieur ou les provocations des populations civiles, sont directement inspirées des pratiques coloniales françaises (Blanchard, 2018). En réalité, la violence policière relève bien de la pensée du juriste nazi Carl Schmitt sur la souveraineté policière, une situation dans laquelle « est souverain celui qui décide de l'état d'exception » (Baume, 2008).

Si la France en fait déjà lourdement les frais à travers la création des BAC (Brigades Anti-Criminalité) et des BRI (Bridages de Recherche et d'Intervention), ces délits d'Etat s'exportent bien. Nous avons pu le constater : lors des manifestations des Delhaiziens d'avril à juin 2023 où des syndicalistes ont été gazés à la lacrimo et des étudiants arrêtés à coup de matraque ; dans les cellules inhumaines du commissariat Démosthène à Anderlecht (RTBF, 20/12/2023) ; face à Boris Dilliès (MR) aux manifestations propalestiniennes à Uccle en avril 2025 (Belga, 09/04/25) ou lors de la répression gratuite et violente de militants propalestiniens au cours de la Pride 2025. Ces actes sont à juste titre dénoncés par nos camarades de la CGSP Police-Pompier ciblant un groupe de policiers d'Ixelles, protégés et agissant pratiquement impunément de manière répétée (RTBF, 28/03/2025).

Loin d'être des dérapages isolés, ces violences policières visent de manière répétée certaines catégories de citoyens : militants syndicaux, défenseurs de la cause palestinienne, antifascistes ou personnes racisées. Ces groupes sont souvent perçus, à tort, comme des « ennemis intérieurs » dans un imaginaire sécuritaire des politiciens de droit, ce qui justifierait l'usage de la force.

Tout en ignorant le manque de moyens du côté des magistrats, ce gouvernement de droite pense qu'augmenter le nombre de places de prison, qu'appauvrir les détenus en les forçant à payer leur séjour carcéral ou qu'envoyer nos détenus purger leur peine à l'étranger (Joris, 04/02/2025) permettrait de réduire la criminalité.

Ce serait ignorer les causes structurelles, sous-jacente, qui motivent l'acte criminel. De même cela ne ferait que réduire la qualité du jugement tout en prenant le risque de gorgier nos cellules fraîchement construites de possibles erreurs judiciaires.

Ne serait-ce pas prendre le problème à l'envers et oublier que l'arrestation et le jugement préfigurent toujours la mise en détention ?

Comment lutter efficacement contre le crime organisé, l'addiction et la récidive ?

Face aux défis croissants posés par le crime organisé, l'addiction et la récidive, il est impératif d'adopter une approche globale et logique de la sécurité, au contraire du projet de Mme Verlinden.

Cette approche ne peut se réduire absurdement à une réponse purement répressive, la réalité sociale et la psyché humaine étant bien plus complexe. Elle devrait au contraire articuler la prévention du crime, une police proximité et soutenu financièrement, un système de renseignement efficace, le renforcement des institutions judiciaires, et la prise en charge des problèmes structurels. Autrement dit, traiter le mal à la racine.

Thomas Huygens
Représentant Bruxellois
au bureau du Parti



🔍 Envie d'aller plus loin ?

Privatisation des prisons, répression ciblée, surveillance généralisée, affaiblissement de la justice... L'article complet revient en profondeur sur les dérives sécuritaires du gouvernement Arizona et leurs conséquences pour nos droits.

➡ Scanne le QR code pour lire l'analyse complète et découvrir les vraies alternatives progressistes.

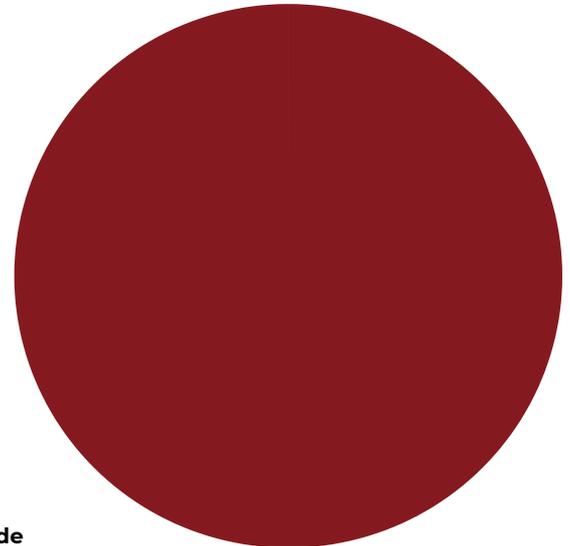


SONDAGE

Dans le cadre de la rédaction de la Jeune Garde sur le gouvernement Arizona, nous avons réalisé un sondage.

Ce sondage vise à recueillir ton avis sur les grandes réformes menées par le gouvernement fédéral actuel (appelé gouvernement Arizona). L'objectif est de mieux comprendre comment les jeunes perçoivent les choix politiques d'aujourd'hui ... et imaginent ceux de demain.

Estimez-vous que les institutions politiques belges garantissent suffisamment la transparence et la participation citoyenne ?



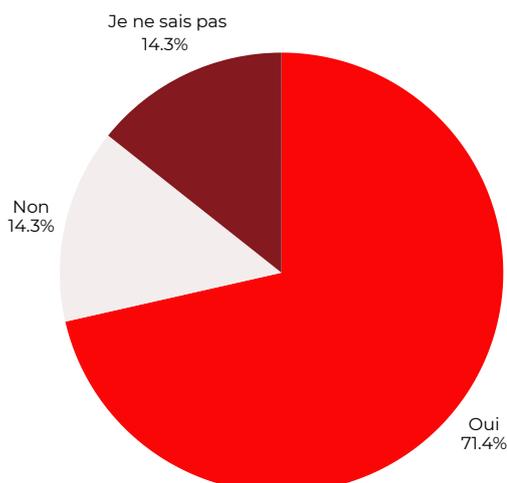
Quelle est votre opinion sur les récentes réformes du travail (flexibilisation, élargissement du travail étudiant, augmentation de l'âge de la pension, etc.) ?

"Je suis opposée à ces réformes. Elles fragilisent les travailleurs, augmentent la précarité, et ignorent les réalités sociales. Allonger l'âge de la pension, par exemple, pénalise surtout ceux qui ont les métiers les plus pénibles."

"Mon opinion est négative : à quel âge risque d'être retraitée la nouvelle génération ? Le travail étudiant est malheureusement favorisé et on prend de moins en moins de travailleurs « expérimentés »

"Un recul en arrière sur les droits sociaux pour lesquels **on s'est battu.**"

Êtes-vous favorable à l'instauration d'un impôt sur la fortune ou sur les très hauts revenus, afin de rééquilibrer la fiscalité et de renforcer les services publics ?



Qui sont, selon vous, les principaux bénéficiaires des politiques du gouvernement actuel (multinationales, indépendants, familles, jeunes...)?

"Multinationales et ultra riches sont les seuls bénéficiaires de ces mesures"

"Ce sont surtout les multinationales et les plus aisés qui en profitent. Les jeunes, les familles et les plus précaires restent souvent **les grands oubliés.**"

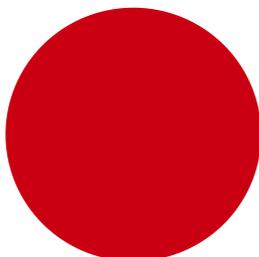
Face à la montée des loyers et au manque de logements sociaux, quelles mesures vous semblent prioritaires pour répondre à la crise du logement ?

“Accroître les investissements publics dans la construction de logements sociaux accessibles. Réquisitionner ou rénover les logements vides appartenant aux pouvoirs publics ou à de grands propriétaires privés. Encadrer les loyers. Soutenir les petits propriétaires par exemple en limitant les achats massifs de logements par des fonds d’investissement.”

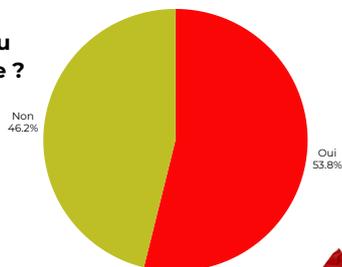
“Création de nouveaux logements sociaux, restauration des bâtiments vides et mises a disposition pour celles et ceux qui ne savent pas se loger (loi Onkelinxks)”

“Imposer plus de quotas de logements sociaux lors des projets immobiliers privés, et donner des subventions aux villes pour qu'elle investisse dans des logements sociaux”

Pensez-vous que la Belgique devrait repenser sa politique migratoire en réaffirmant le droit d'asile, en reconnaissant les apports économiques et culturels des migrations et en garantissant un accueil digne et humain ?



As-tu déjà renoncé à des soins médicaux à cause du coût ou des délais d'attente ?



Le gouvernement avait promis une sortie du nucléaire en 2025, mais a finalement décidé de prolonger deux réacteurs. Pensez-vous que cette décision sert réellement la transition écologique, ou qu'elle traduit un manque de vision climatique à long terme ?

“Cette décision montre surtout un manque de vraie stratégie pour le climat. Au lieu de prolonger des réacteurs anciens, il vaudrait mieux investir dans les énergies renouvelables. On repousse le problème au lieu de préparer l'avenir.”

“Cela traduit un manque de vision climatique à long terme, cela prouve qu'ils ne savent pas quoi faire de ces réacteurs mais, surtout, comment les remplacer”.

La Belgique a doublé ses dépenses militaires. Pensez-vous que c'est une priorité justifiée dans le contexte actuel, ou une fuite en avant ?

“C'est plutôt une fuite en avant. Doubler les dépenses militaires alors que des secteurs comme la santé, l'éducation ou le climat manquent de moyens ne semble pas justifié. La sécurité, c'est aussi investir dans le social et la prévention.”

“Il fallait augmenter les dépenses militaires après delà à les doubler je ne pense pas que c'était nécessaire. Surtout lorsqu'on voit que à cause de cela notamment il y a des coupes dans la sécurité sociales, soin de santé,....”

Quelles seraient pour vous les trois premières mesures à mettre en place dans un gouvernement de rupture avec l'accord Arizona ?

“Taxes sur les plus values, baisse de l'impôt de la classe moyenne et du travail en général ! Plus de moyens au non marchand secteur essentiel et indispensable de notre société, souvent oublié par ces politiques de droites !”

Refinancer le secteur des soin de santé ainsi que l'enseignement, la sécurité sociales. Ensuite supprimer la suppression du chômage après 2 ans. Remettre l'indexation des salaires et surtout des pensions ainsi que mettre en place des mesures pour protéger les pensionnés mais aussi les personnes de la classe basse et moyenne

Fédération

Toi aussi, rejoins la fédération de

Liège



La Fédération des Jeunes Socialistes de Liège fait peau neuve ! Un nouveau souffle, de nouvelles idées et surtout, une équipe motivée qui n'attend que toi pour construire ensemble un avenir plus solidaire et plus juste. Ici, on débat, on crée, on agit pour changer les choses, dans la bonne humeur et sans prise de tête. Tu as des idées, des envies d'engagement ou simplement l'envie de rencontrer d'autres jeunes qui partagent tes valeurs ?

Rejoins-nous, l'aventure commence maintenant à Liège !

Composition du Bureau

Président : Nicolas Piecharski

Vice- Présidente : Déborah Poci

Secrétaire : Tom Jeunejean

Trésorière : Aude Capuzzi

Trésorier adjoint : Lorenzo Putzeyse-Santone

Délégué aux sections locales : Raphaël Gater

Déléguée à la communication : Aise Konak

Déléguée à l'actualité : Shania Akueson



Fédération Liégeoise des Jeunes Socialistes



FedeLiegeJS

Nos

RÉSEAUX SOCIAUX



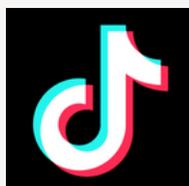
Mouvement des Jeunes Socialistes

<https://www.facebook.com/MJSbelgique/>



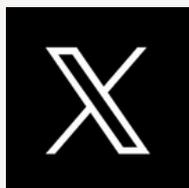
jeunes_socialistes_belgique

https://www.instagram.com/jeunes_socialistes_belgique/



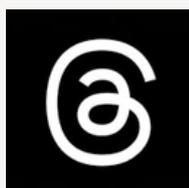
@jeunes_socialistes

https://www.tiktok.com/@jeunes_socialistes?t=8rAGk9Mi9yK&r=1



Jeunes Socialistes

[@MJSbelgique](#)



Les Jeunes Socialistes Belgique

[jeunes_socialistes_belgique](#)



MJS - Mouvement des Jeunes Socialistes

<https://jeunes-socialistes.be>

Jeune Garde Socialiste

TW : Afin de permettre l'accessibilité à ce document à toutes les personnes en situation de handicap face à la lecture, le masculin à valeur neutre est utilisé dans ce document pour désigner des personnes de tous genres.

Editeur Responsable : Tanguy Delporte / Coordination & Graphisme : Maëlys Hennaux / Relecture : Anais Abid / Illustration : Mouna Amirat